

Blockchain et crypto-monnaies en Roumanie

Le secteur de la blockchain est peu développé en Roumanie. Toutefois, l'intérêt des entreprises et des pouvoirs publics sur le sujet est grandissant, notamment ces trois dernières années. Les investissements augmentent et le gouvernement tente de mettre en place les recommandations de l'Union Européenne, notamment s'agissant des crypto-monnaies. Au niveau international, quelques acteurs roumains se démarquent. Les principaux freins au développement du secteur sont l'absence d'une réglementation claire (notamment dans le secteur financier), le faible taux de digitalisation dans le pays et le niveau de collaboration encore trop faible entre les différents acteurs du secteur.

La Blockchain en Roumanie

Zone grise en matière de législation sur la blockchain en Roumanie

Il n'y a **pas de cadre législatif** relatif aux réseaux blockchain en Roumanie. Le Ministère des communications et des Sociétés d'Information avec l'Association Blockchain Romania ainsi que des législateurs et avocats ont tenté de rédiger une ébauche de cadre législatif en 2019, mais le projet a été abandonné. Les entreprises du secteur sont soumises aux règles se rapprochant le plus de leur secteur d'activité (le plus souvent logiciels ou crypto-monnaies).

Le **Partenariat Européen pour la Blockchain** (EBP) prévoit un bac à sable réglementaire¹ paneuropéen en coopération avec la Commission européenne pour des cas d'utilisation de la blockchain, la portabilité des données, les espaces de données B2B, les contrats intelligents et l'identité numérique. Le bac à sable devrait être opérationnel en 2021/22.

Les quelques acteurs du secteur

Ces dernières années, les projets de blockchain en Roumanie sont parvenus à lever environ **100 millions d'euros de fonds**. Il n'y a pourtant pas encore dans le pays d'entreprises de taille comparable à Bitcoin ou Ethereum. Les besoins en financements sont conséquents afin de développer un système fiable et il existe déjà une multitude de réseaux de blockchain sur le marché. Alors que le **taux d'échec dans le secteur est particulièrement élevé**, une **trentaine d'entreprises** (annexe1) sont présentes sur ce marché (contre une cinquantaine en France). La plupart ont été créées ces trois dernières années dont Elrond (plateforme blockchain), Aurachain (supply chain), Modex (logiciel), Tailpath (supply chain), SWAZM (plateforme blockchain). En raison du manque d'infrastructures dédiées à cette technologie, ce sont généralement les entreprises qui créent les conditions favorables pour le développement du secteur, à l'image de Modex qui a un partenariat avec l'université d'économie (ASE) à Bucarest pour y installer un laboratoire. Les Roumains travaillant dans le domaine des blockchains sont nombreux mais s'expatrient souvent vers des marchés plus vastes et porteurs d'opportunités (Asie, Etats-Unis)². **Peu d'entreprises roumaines intègrent la technologie blockchain** dans leur processus de production. Auchan Roumanie a tout de même adopté un système de blockchain afin de tracer certains de ses produits³. La société roumaine Restart Energy est un fournisseur d'énergie (électricité et gaz) utilisant un protocole blockchain. La plateforme souhaite démocratiser les échanges d'énergie de pair à pair, et est le premier fournisseur d'énergie européen à autoriser les paiements en Bitcoin.

Une technologie qui suscite un intérêt grandissant en Roumanie

Bien que la Roumanie compte le plus d'experts IT de la zone Europe Centrale et Orientale (120 000), la **population est généralement peu familiarisée** avec l'utilisation de cette nouvelle technologie. Des cours ont été mis en place en 2019 à l'université d'informatique de Iasi⁴ et, pour la rentrée 2020, à l'université d'économie (ASE) et à l'université polytechnique de Bucarest. L'Institut National pour la Recherche et le développement en informatique (ICI) a lancé le programme « Executive Blockchain Laboratory »⁵ en 2020. Bien que son activité soit aujourd'hui réduite, l'Association

¹ Un « bac à sable » rassemble des régulateurs, des entreprises et des experts en technologie pour tester des solutions innovantes et identifier les obstacles qui surviennent lors de leur déploiement. L'EBP est une initiative de la Commission européenne.

² Pour exemple, le Roumain Mihai Alisie a co-fondé avec le russo-canadien Bitcoin magazine aux EUA ainsi que Ethereum en Suisse.

³ En Roumanie, un seul produit est concerné mais le groupe souhaite atteindre son utilisation pour tous ses produits à terme.

⁴ Programme de Master intitulé « Blockchain - Fundament si Aplicatii » (Blockchain- Fondement et applications)

⁵ Partenariat entre des universités et des entreprises : des professionnels peuvent suivre entre 1 et 2 mois de cours à distance pour améliorer ou développer leurs compétences.

Blockchain Romania vise à faire connaître le secteur au plus grand nombre. Les événements et formations dédiés à la blockchain sont chaque année plus nombreux. Les plus importants sont Romania Blockchain Summit à Bucarest et MindChain à Cluj-Napoca. Au niveau européen, quelques initiatives profitent aux acteurs roumains (annexe 2). L'accélérateur Spherik a organisé en 2020 des formations gratuites pour le secteur public et privé via le projet B-hub for Europe.

Focus sur les cryptomonnaies

[Législation sur les cryptomonnaies](#)

La Roumanie impose une **taxe de 10% sur les gains issus du trading de crypto-monnaies** (au-delà de 200 RON/40EUR pour une seule transaction et 600RON/125EUR cumulés à l'année). Ce taux est de 30% en France et varie de 0 à 30% en Suisse. Le cadre fiscal a été allégé par rapport au précédent qui obligeait les *crypto-traders* à créer une structure commerciale.

En juillet 2020, une ordonnance d'urgence a été votée au Parlement roumain pour accroître la surveillance gouvernementale des crypto-monnaies et de la technologie blockchain⁶. Désormais, **tous les services d'échanges de crypto-monnaies et les fournisseurs de porte-monnaie électronique devront s'enregistrer auprès du gouvernement**. Le but est de lutter contre le blanchiment d'argent et les actes malveillants favorisés par le cryptage et l'anonymat des échanges via la blockchain et les crypto-monnaies⁷. Le cadre réglementaire relatif aux crypto-monnaies dépend largement des décisions prises au niveau européen (annexe 3).

[Les monnaies digitales suscitent l'intérêt des Roumains](#)

D'après une étude⁸ menée par la banque ING, la Roumanie serait le deuxième pays européen après la Turquie en termes de **nombre d'utilisateurs de crypto-monnaies**, soit **12% de la population**. Ce chiffre important s'expliquerait par le fait que les monnaies digitales sont perçues par les Roumains comme des investissements. Le Bitcoin a été la première crypto-monnaie utilisée en Roumanie en 2014. Aujourd'hui, l'entreprise Bitcoin Romania est la société roumaine dans les crypto-monnaies avec la plus grosse part de marché (environ 80%) dans le pays. Son succès repose notamment sur l'installation de distributeurs⁹ qui permettent d'échanger des crypto-monnaies en RON. Les monnaies digitales les plus recherchées¹⁰ en Roumanie sont le Bitcoin, l'Ethereum, XRP, Litecoin et Monero. En octobre 2018, a été lancée la première crypto-monnaie dédiée au marché roumain, le Roncoin avec un taux de change de 1 pour 1 avec le RON roumain. Peu connue, son intérêt est de limiter la volatilité qui caractérise les crypto-monnaies classiques. En 2018, la première crypto-monnaie régionale roumaine, Sibcoin a été lancée à Sibiu et ne peut être utilisée que pour l'achat de produits locaux.

[Réticences des banques à l'égard des crypto-monnaies](#)

Suite à une déclaration en 2018 de la BNR (Banque nationale de Roumanie) qui qualifiait les crypto monnaies d' « actifs spéculatifs extrêmement volatiles et risqués », plusieurs banques dont ING, Alpha Bank ou Raiffeisen Bank ont clôturé les comptes de leurs clients utilisant des monnaies digitales. La plus ancienne plateforme d'échange de crypto-monnaies roumaine BTCxChange a dû cesser son activité. Les banques commerciales de taille modeste sont désormais celles qui se montrent les moins frileuses quant aux comptes alimentés en crypto-actifs. Les entreprises roumaines du secteur détiennent généralement leurs comptes bancaires hors de Roumanie (ex : Cryptocoin Pro, Bitcoin Romania).

⁶ Le 18 juillet 2019, la loi n° 129/2019 pour prévenir et combattre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme a été publiée au Journal officiel de la Roumanie. Le texte de loi n'avait pas entièrement été transposé, omettant les catégories d'entités déclarantes, telles que celles dans le domaine des crypto-monnaies. La non-transposition de 5AMLD a conduit la Roumanie devant la Cour de justice de l'Union européenne (affaire C-549/18), d'où l'ordonnance d'urgence du 20 juillet 2020.

⁷ Le sujet est important puisque le fondateur d'une des principales plateformes roumaines d'échange de crypto-monnaies, Coinflux a été extradé puis condamné aux Etats-Unis après avoir blanchi de l'argent provenant de fraudes sur internet. Coinflux avait échangé l'équivalent de 229 millions de dollars de crypto-monnaies depuis sa création en 2015.

⁸ Etude datant de 2018 et menée sur un échantillon de 1000 personnes dans plusieurs pays européens.

⁹ Bitcoin Romania gère un réseau de 25 distributeurs en Roumanie et une centaine d'autres seront installés avant fin 2021. La société souhaite installer des distributeurs dans tout le pays via un système de franchise.

¹⁰ Du fait de l'anonymat concédé aux crypto-monnaies, il n'est pas possible de savoir quelles quantités de monnaies sont échangées par pays. En revanche, il est possible d'avoir une idée de l'intérêt porté à certaines monnaies grâce au nombre de recherches effectuées sur Google pour chaque monnaie.

Annexe 1 : Les principaux acteurs privés de secteur de la blockchain en Roumanie

Modex est une structure qui combine bases de données et blockchain afin de fournir des outils et services via une interface aux entreprises dans les domaines pharmaceutiques, bancaires et gouvernementaux. L'entreprise créée en 2017 est valorisée à 300 millions de dollars.

Elrond est une infrastructure blockchain transparente (le codage est en *open source*) et évolutive. Elrond a également développé une monnaie digitale eGold. La startup créée en 2017 à Sibiu, a levé des fonds pour une valeur de 1,9 million d'euros en 2019 et a de nombreux partenaires dont Oracle, Microsoft et Uipath.

Tailpath propose une interface de traçage dans le domaine de la supply chain. Créée en 2017, Tailpath utilise la blockchain Elrond pour proposer ses services.

Aurachain crée à la fois des applications de processus numériques et des contrats intelligents hébergés par une blockchain. Aurachain a un partenariat depuis septembre avec Telekom Romania et a développé la plateforme aici.gov.ro conçue pour l'enregistrement et le traitement des revendications salariales via le programme de maintien de l'emploi Covid-19 du gouvernement roumain. L'entreprise a été fondée à Bucarest en 2009 et est maintenant présente à Zurich, Londres et Dubai.

SWAZM crée une infrastructure blockchain qui est encore dans sa version Beta. La plateforme a été créée en 2018 et est utilisée par **Restart Energy Democracy**. Cette dernière est un fournisseur d'énergie fondé en 2015 à Timisoara et qui propose des échanges sans intermédiaires avec des coûts de transaction et des charges administratives moindres. L'entreprise a levé 30 million d'euros en ICO¹¹ en 2018.

Netopia est une plateforme de paiement sur téléphone intégrant les crypto-monnaies créée en 2003.

Around 25 a été fondé en 2006 à Cluj. L'entreprise développe des logiciels, pages internet ou applications mobiles pour ses clients qui sont en grande partie des startups.

Blue drive développe également des logiciels pour ses clients depuis 2019.

Oncochain est une startup lancée en 2019 à Timisoara qui collecte et conserve des données de santé. En octobre 2020, la société souhaite lever 350 000 euros de fonds et sa valeur est estimée à 2,65 millions d'euros.

Setrio a été créé en 2004 et est initialement active dans le développement de logiciels pour le secteur de la santé. Grâce au projet PatientDataChain financé sous Horizon2020, la société a lancé une technologie blockchain destinée au secteur médical.

Les clients de ces sociétés sont principalement des grands groupes. En Roumanie, les grandes entreprises ont souvent leur siège social à l'étranger et la décision d'introduire une technologie blockchain dans le processus de production relève d'une décision de la maison mère qui favorise en général les entreprises de son pays d'origine. De fait, les entreprises citées ci-dessus ont des bureaux et une grande partie de leur clientèle hors de Roumanie.

Annexe 2 : Les initiatives européennes pour le développement des réseaux de Blockchain

Entre 2014 et 2020, la Roumanie a reçu **2,2 Millions d'euros de l'UE** pour financer **8 projets** dans le secteur de la blockchain via le programme Horizon 2020. Parmi ces projets : B-Hub for Europe, DEFENDER, FINSEC, Feature cloud, SPHINX ou PatientDataChain qui ont profité aux entreprises SIEMENS, UTI Grup, Wirecard Romania, Gnome digital, Siveco, Polaris medical clinica, Software Imagination & vision ou encore Setrio.

¹¹ Initial Coin Offering = un ICO est une méthode de levée de fonds fonctionnant via l'émission d'actifs numériques échangeables contre des crypto-monnaies durant la phase de démarrage d'un projet.

Dans le cadre du programme **Invest EU (2021-2027)**, une équipe est consacrée au pôle "Innovation numérique et blockchain".

Le **fond d'investissement IA/Blockchain** a pour but de favoriser l'accès aux investissements, en particulier sous forme de fonds propres aux entreprises innovantes et à haut risque. C'est le premier programme d'investissement de niveau européen dédié à l'IA et la blockchain.

EBSI (Services d'Infrastructures Blockchain Europe) est un projet de réseau blockchain européen. Chaque pays membre est en charge d'un nœud du réseau et désigne une personne responsable du projet dans son pays. La Roumanie n'a pour le moment désigné personne. Un total de 4 millions d'euros a été investi entre 2019 et 2020 et 10 nœuds sont en phase de configuration.

Le 24 septembre 2020, la Commission européenne a proposé un **régime pilote** pour les infrastructures de marché souhaitant mettre en place des transactions sous forme de crypto-actifs. Le régime pilote permet de passer outre les règles définies et permet aux régulateurs et aux entreprises de tester des solutions innovantes utilisant la blockchain.

Annexe 3 : Législation européenne pour les crypto-monnaies

La Commission européenne, préoccupée quant à la souveraineté de l'euro souhaite réguler le marché des crypto-actifs. Elle a déclaré en 2019 à propos de la crypto-monnaie Libra développée par Facebook : « no stablecoin until regulatory measures in place ».

L'Union Européenne prépare dans ce sens un projet de **règlement européen des marchés de crypto-actifs (MiCA)**. Lorsque ce règlement sera adopté, la Commission européenne espère voir se développer le *e-euro*. MiCA aura pour but de soutenir l'innovation tout en protégeant les consommateurs et l'intégrité des échanges de crypto-devises (pas de délit d'initié, de front running, etc.). Le règlement proposé couvre les entités émettant des crypto-actifs, les entreprises fournissant des services autour de ces crypto-actifs, telles que les entreprises exploitant des portefeuilles numériques et les échanges de crypto-monnaie. La loi définira chaque catégorie de crypto-actif. La date à laquelle le projet de loi sera adopté n'est pas encore connue mais la Commission européenne estime qu'il faudra encore compter un an et demi à deux ans avant son approbation.